

## Immigration : parlons-en!

Les députés ont été convoqués le 7 octobre pour «une déclaration du gouvernement sur la politique migratoire de la France et de l'Europe suivie d'un débat». Mais pas d'un vote.

**T**out le monde voit bien les arrière-pensées. «**Les premières déclarations présidentielles, relayées par le gouvernement et la majorité, font craindre une instrumentalisation du sujet**», a averti Olivier Faure.

Puisque le président de la République souhaite un débat, les socialistes ne pratiquent pas la politique de la chaise vide et avancent leurs propositions.

Mais sur la base de travaux sérieux et pas de fantasmes. D'abord, il faut tordre le cou à l'idée selon laquelle le débat sur l'immigration serait, en France, un sujet tabou. C'est totalement faux. Depuis des décennies, il est au contraire permanent.

«**On ne lutte pas contre la zémourisation des esprits en reprenant ses refrains les plus connus**», a insisté Olivier Faure.

En vérité, la France est le onzième pays pour les demandes d'asile. Les droits accordés aux migrants sont à peu près les mêmes que chez nos voisins européens. Notre pays n'est donc pas confronté à une arrivée massive de réfugiés en raison de son attractivité sociale.

Le solde migratoire est de 58 000 personnes. Dans le même temps, la France enregistre 800 000 naissances par an.

Ne faut-il pour autant rien faire? Certainement pas. Le droit d'asile est malmené par des règles absurdes de l'accord de Dublin.



Pour un débat dépassionné

Pour avoir un débat serein sur cette question, le PS propose la création d'un GIEC des migrations de manière à disposer d'une vision impartiale et prospective des migrations qui vont, en raison du contexte géopolitique mais aussi du réchauffement climatique, s'amplifier dans les années qui viennent.

Le droit d'asile doit être sanctuarisé. Mais il n'existe, aujourd'hui, que trois manières d'entrer en France : le regroupement familial et les études. Et donc, ceux qui ne relèvent pas des deux premières catégories utilisent le droit d'asile. Pour le PS, il faut donc créer de nouvelles voies légales, humanitaires, économiques et climatiques.

Dans le même temps, il faut réduire les délais d'instruction des dossiers, héberger les demandeurs dans des conditions décentes, ce qui suppose de créer 30 000 places.

La solution se trouve aussi, évidemment, au niveau européen et le PS réclame à nouveau une révision de l'accord de Dublin, de manière à ne pas faire peser sur les seuls pays méditerranéens toute la charge de l'accueil.

La France a une Histoire singulière. Elle n'est pas n'importe quel pays et elle doit être digne de sa tradition d'accueil.

CAP  
FINISTÈRE  
26 B, rue Aristide-Briand  
29000 QUIMPER  
DÉPOSÉ LE 17/10/2019

SITE DE DEPOT  
P1  
LA POSTE  
DISPENSE DE TIMBRAGE

## Une claque!

**L**e rejet de la candidature de Sylvie Goulard au poste de commissaire européenne constitue une claque pour le président de la République.

Comment imaginer que les députés européens puissent approuver la candidature d'une candidate qui a dû quitter le gouvernement français? Après sa première audition catastrophique, Emmanuel Macron aurait dû faire preuve de modestie et retirer sa candidate.

La règle pour la nomination des commissaires est connue depuis longtemps : les gouvernements proposent et le Parlement dispose. Et l'avis de la présidente de la commission n'est que facultatif.

La position de la France est malheureusement durablement affaiblie par cette affaire. Mais, le Parlement européen y a gagné en autonomie et en crédibilité.

Reste maintenant à Emmanuel Macron à trouver le ou la candidat.e qui permettra de faire oublier ce fiasco dont notre pays aurait pu se passer.

# De la ferme à la cantine

Alors que des centaines d'agriculteurs manifestent et bloquent certaines villes pour obtenir plus de considération et des revenus décents, le département du Finistère vient de mettre en place un outil destiné à mettre en relation des producteurs et des responsables de la restauration collective, afin de développer des circuits courts et de payer, à leur juste valeur, les agriculteurs.



Florence Cann : favoriser les circuits courts

Le bio dans la restauration collective, c'est bien, mais s'il vient de la ferme d'à côté, en circuit court, c'est encore mieux. Partant de ce postulat, le Finistère est l'un des 37 départements français à avoir rejoint la plateforme *Agrilocal* qui s'est fixée pour mission, précisément, de mettre en relation des producteurs et des acheteurs de la restauration collective.

« Nous avons décidé de rejoindre cette plateforme nationale dans le cadre de notre Projet Alimentaire de Territoire (PAT) », explique Florence Cann, conseillère départementale de

Plouzané, en charge de ce dossier au Conseil départemental.

*Agrilocal29* est un outil numérique simple et innovant qui permet de mettre en relation des acheteurs de la restauration collective (écoles, collèges, Ephad, crèches...) et des fournisseurs locaux (producteurs, pêcheurs, artisans...) dans un rayon de 100 kms. Elle sécurise les acheteurs et simplifie les passations de marchés dans le respect des règles de la commande publique.

**« Avec Agrilocal tout le monde est gagnant. »**

En rejoignant le réseau *Agrilocal*, les professionnels de la restauration collective s'engagent à garantir des prix rémunérateurs aux producteurs. Pour informer les professionnels, plusieurs rencontres ont été organisées dans tout le département, pour expliquer comment fonctionne la plateforme *Agrilocal*. La dernière, qui s'est tenue le 8 octobre à Châteaulin, a réuni plus de 50 personnes. À cette occasion, Florence Cann a pu expliquer l'intérêt de cette démarche qui favorise le développement de circuits courts et la relocalisation des productions.

Après une période d'expérimentation dans le pays d'Iroise et la région de Quimperlé et de Concarneau, ce système vient d'être généralisé dans le Finistère.

Tout le monde y gagne. Les agriculteurs trouvent un débouché pour

leur production, sans intermédiaire. Mais les responsables des cuisines disposent de produits de qualité dont ils connaissent l'origine puisqu'ils peuvent facilement rencontrer leurs fournisseurs.

Mais le département du Finistère ne se contente pas de la plateforme *Agrilocal*. « Nous allons travailler à partir des retours du terrain pour soutenir les producteurs locaux qui ne disposent pas toujours de la logistique nécessaire pour approvisionner de grandes structures », explique Florence Cann.



Le 8 octobre à Châteaulin

Cependant, comme l'ont rappelé plusieurs intervenants à la réunion d'information de Châteaulin, l'un des avantages d'*Agrilocal* est de permettre à chacun d'accéder aux marchés publics : ceux qui produisent suffisamment peuvent répondre aux appels de collèges ou de lycées qui servent plusieurs centaines de repas, mais ceux qui produisent en moindre quantité peuvent approvisionner les crèches qui n'en servent que quelques dizaines.

## Une offre de qualité et diversifiée

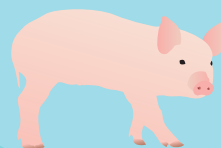
Dans le Finistère 796 exploitations en circuit court ont été identifiées



**172** en légumes.



**174** en viande bovine.



**105** en viande porcine.



**63** en produits laitiers.



# Brest, ville résiliente au climat

**Le projet de lutte contre la précarité énergétique de Brest métropole, soutenue par l'appel à projet *Climate Active Neighbourhoods (CAN)*, a remporté le 10 octobre le *RegioStars Award* de la commission européenne. Cette distinction souligne l'excellence et l'innovation en matière de développement régional, dans la catégorie «*Développement urbain : bâtir des villes résilientes au climat*».**

Le projet *Climate Active Neighbourhoods* a pour objectif de permettre une réduction des émissions de carbone dans les quartiers défavorisés. Ce projet, auquel participent Brest, mais aussi Plymouth, Essen ou Liège, s'appuie sur des initiatives citoyennes et les dynamiques de proximité pour permettre aux autorités locales de bâtir des stratégies bas-carbone plus efficaces. Pour y parvenir le projet développe des approches participatives, de nouveaux modes de gouvernance, un partage des responsabilités entre citoyens, associations, institutions et élus, ainsi que des modes de financement innovants.

**«Au-delà de cette distinction, c'est une dynamique autour de la question de l'énergie qui s'est enclenchée avec une prise de conscience des ménages les plus fragiles de leurs pouvoirs d'agir en faveur de la réduction de leurs factures, mais aussi en faveur de la réduction de l'empreinte énergétique de Brest. Nous allons poursuivre nos efforts pour une ville résiliente, inclusive et durable prenant soin de tous»,** a souligné François Cuillandre, président de Brest métropole et maire de Brest.

Brest métropole, pionnière pour la gestion durable et responsable de



Brest mise sur la sobriété

l'énergie, mise depuis de nombreuses années sur la diversification des sources d'énergie et la maîtrise de la consommation. Pour étendre et renforcer les actions mises en œuvre à l'échelle locale dans le domaine de la précarité énergétique, sur les quartiers prioritaires de renouvellement urbain (haut de Jaurès, Bellevue et Recouvrance), la collectivité a obtenu en 2016 un soutien de l'Europe dans le cadre de l'appel à projet *Climate Active Neighbourhoods (CAN)*.

Trois ans après, les résultats sont là : les trois quartiers ont lancé une dynamique de réduction de leur empreinte énergétique. Comment ? En donnant des conseils aux habitants pour limiter leur consommation d'eau ou d'électricité. Il suffit parfois d'un réducteur de pression pour réaliser d'importantes économies. Plus de 12 700 m<sup>3</sup> d'eau et 154 822 kWh d'électricité ont été économisés, soit l'équivalent de cinq piscines olympiques et la consommation électrique de trente personnes par an. Cela correspond à une économie de 80 000 euros et une réduction de 118 kgs d'émission de CO<sub>2</sub> par ménage et par an.

## Municipales 2020

### Tambouille électorale



Le 10 octobre, la Fédération du Finistère du PS a dénoncé la décision du ministre de l'Intérieur consistant à ne plus classer par couleur politique les listes se présentant aux élections municipales.

«Alors que les forces de l'ordre manifestent pour obtenir de meilleures conditions de travail et plus de considération, que de graves dysfonctionnement sont apparus au sein même de la Préfecture de police de Paris, que la menace terroriste est toujours très forte, le ministre de l'Intérieur a tout de même trouvé le temps d'inventer une

*nouvelle procédure de classement des listes aux Municipales. Donc, les candidats aux Municipales dans les villes de moins de 9 000 habitants ne seront plus classés selon la formule en usage divers-gauche ou divers-droite. Cette décision, prise six mois avant le scrutin montre bien la fébrilité de la majorité présidentielle. Il s'agit en fait de dépolitiser le scrutin et d'accréditer l'idée selon laquelle le vote pour les Municipales n'aurait pas de portée politique. Mais chacun voit bien la manœuvre qui consiste à cacher l'absence de candidats LREM dans les communes de moins de 9 000 habitants. Et à empêcher toute interprétation politique du résultat des élections de mars prochain. Ce tour de passe-passe électoral grossier, s'il est confirmé, montre bien où se situent les priorités de ce gouvernement et du ministre de l'Intérieur qui ferait mieux de veiller à la sécurité des Françaises et des Français plutôt que de la couleur politique des listes aux Municipales.»*

### Premier des socialistes

Le 7 octobre, plusieurs sections du Finistère ont désigné le ou la première des socialistes pour les élections municipales de mars prochain.

Ainsi, ont été désignés : Jean-Paul Vermot, à Morlaix, Jacky Le Bris à Plouzané, Joëlle Huon à Plouigneau, André Flamand à Loctudy, Catherine Nail à Plomelin et Pascal Prigent à Pont-de-Buis-les-Quimerç'h. Ils et elles viennent compléter la liste des premiers des socialistes déjà désignés : Isabelle Assih à Quimper, Laurent Péron au Relecq-Kerhuon, Jacques Juloux à Clohars-Carnoët et François Cuillandre à Brest.

D'autres sections procéderont à leurs désignations dans les semaines qui viennent.

### Formation mandataires

La dernière formation pour les mandataires financiers se déroulera le 16 novembre, de 14 h 00 à 16 h 00, au local de Brest. Inscriptions au [02 98 43 41 79](tel:0298434179)

1<sup>er</sup> décembre  
Réunion du BREIS  
à Pontivy.

**Et si... Et s'il suffisait de stimuler notre imagination pour changer radicalement nos modes de vie, de production et de consommation? C'est la question que Rob Hopkins a posé le 28 septembre, au parc de Menez-Meur, à l'occasion du week-end organisé par le Conseil départemental et le Parc naturel régional d'Armorique, qui célèbre cette année son 50<sup>e</sup> anniversaire.**

**R**ob Hopkins est le fondateur du mouvement des « *Villes en transition* ». Il n'est pas venu à Hanvec avec des solutions toutes faites pour parvenir à une société sans carbone mais plutôt avec des questions permettant à chacun d'imaginer comment y parvenir.

Au cœur de la Bretagne, dans le village de Menez-Meur, Rob Hopkins a utilisé l'image des irréductibles Gaulois pour illustrer son propos : le pétrole a été pendant des années la potion magique du monde occidental. Or, le chaudron est presque vide et nous n'avons que quelques années pour trouver les moyens de nous en passer.

Alors que faire? Sûrement pas effrayer les gens en leur expliquant qu'ils vont devoir abandonner leur mode de vie dans les dix ans qui viennent. Ça peut peut-être fonctionner pour une petite minorité mais dans son immense majorité, la population refusera de se plier à ces injonctions. Il vaut mieux, plutôt, inventer ensemble des solutions. Au lieu de décréter l'interdiction des voitures individuelles, il vaudrait mieux se demander collectivement que faire des espaces ainsi libérés.

Selon les scientifiques, depuis le milieu des années 90, on constate une baisse de l'imagination des individus. Le QI en revanche continue d'augmenter. Pourquoi? Parce que nous n'avons ou ne prenons plus le temps de réfléchir, de rêver. Le moindre instant d'inaction, qui était auparavant mis à profit pour se rencontrer, penser ou rêver, est désormais accaparé par les smartphones au point qu'on peut parler de comportements addictifs. Et pas seulement chez les adolescents, même si c'est chez les plus jeunes que le phénomène est le plus inquiétant.

Pour Rob Hopkins la question que nous devons nous poser est : et si le jeu était au cœur de notre quotidien? Car toutes les études montrent que le jeu favorise l'imagination. Or, les enfants jouent de moins en moins entre eux. Leur imagination n'est plus assez sollicitée. Pourtant, l'imagination

est bonne pour la santé. Elle stimule les zones du cerveau comme l'hippocampe qui réduisent le stress.



À partir de ces données tout est possible. S'il faut réduire l'usage des voitures individuelles et favoriser le jeu chez les enfants, alors, faisons comme à Bristol : chaque semaine une soixantaine de rues sont fermées à la circulation et transformées en espaces de jeux pour les enfants.

Ce besoin de stimuler l'imagination des enfants se traduit aussi par le développement de pédagogies alternatives qui placent la créativité des enfants au cœur de leurs préoccupations. Le modèle classique de la salle de classe avec un tableau, des tables alignées et un ou une enseignant.e dispensant un cours d'une heure à une trentaine d'élèves est en train de disparaître au profit de pédagogies plus participatives.

La biodiversité est menacée. Pour la préserver, de multiples initiatives ont été prises dans le monde entier pour cultiver des variétés de fruits ou de légumes qui n'étaient plus commercialisés. On trouve ce genre de fermes à la campagne mais aussi dans les zones urbaines, comme à Liège qui s'est entourée d'une véritable « ceinture alimentaire ».

Déjà plusieurs communes, comme Bologne ou Mexico, ont mis en place des bureaux de l'imagination. À Barcelone, des assemblées de quartiers, qui échangent entre elles, disposent d'une grande autonomie pour la vie quotidienne.

Pour Rob Hopkins, il y a toujours dans l'Histoire, des moments décisifs, des points tournants où tout change, où on peut dire qu'il y avait un avant et un après. Ce n'est qu'a posteriori qu'on peut dater avec précision ces moments. Même les personnes qui le vivent en direct ne s'en rendent pas compte. Mais, selon le fondateur du mouvement des villes en transition, nous sommes en train de vivre l'un de ces moments, notamment avec les grèves pour le climat et les immenses manifestations de lycéens et d'étudiants qui envahissent les rues le vendredi après-midi.

Compte tenu des enjeux, nous n'avons, de toutes façons, pas d'autre solution que d'être imaginatifs et de tenter de nouvelles expériences. Car, le statu-quo n'est plus tenable.

### Cap Finistère Le Breton Socialiste

CPPAP 1222 P 11428  
N° 1285 - Vendredi 18 octobre 2019  
[www.ps29.bzh](http://www.ps29.bzh) - [cap-finistere@wanadoo.fr](mailto:cap-finistere@wanadoo.fr)  
26 B, rue Aristide-Briand - 29000 QUIMPER  
Tél. 02 98 53 20 22

Directeur de la publication : Kévin FAURE

Rédacteur en chef : Jean-Yves CABON  
Tél. 02 98 43 44 39

13, rue de Portzmoguer - 29200 BREST

Impression : Presses Associatives du Finistère  
Tél. 02 98 43 11 44

## S'abonner

Nom : .....

Prénom : .....

Adresse : .....

.....

.....

Abonnement papier

Abonnement numérique

..... @ .....

Adhérents : 25 euros (papier) ;  
20 euros (numérique)

Non adhérents : 50 euros (papier) ;  
35 euros (numérique)

Chèque à l'ordre de :  
ADFFFPS

